



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
26 mars 2025
Français
Original : anglais

Réunion des États Parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Trente et unième réunion

New York, 2 juin 2025

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux dispositions de l'article 8 (par. 1 à 5)
de la Convention, de neuf membres du Comité pour l'élimination
de la discrimination raciale pour remplacer ceux
dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2026**

Élection de neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2026

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la trente et unième réunion des États Parties à la Convention se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 2 juin 2025, en vue d'élire, parmi une liste de candidat(e)s désigné(e)s par les États Parties (sect. II), neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer celles et ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2026 (sect. I). Neuf membres continueront de siéger au Comité jusqu'au 19 janvier 2028 (sect. III).

I. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2026

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Nouredine Amir	Algérie
M. Michał Balcerzak	Pologne
M ^{me} Chinsung Chung	République de Corée
M. Bakari Sidiki Diaby	Côte d'Ivoire
M ^{me} Régine Esseneme	Cameroun
M. Gün Kut	Türkiye
M ^{me} Gay McDougall	États-Unis d'Amérique
M ^{me} Mazalo Tebie	Togo
M. Yeung Kam John Yeung Sik Yuen	Maurice



II. Candidat(e)s désigné(e)s par les États Parties

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 21 novembre 2024, a invité les États Parties à la Convention à présenter, au plus tard le 21 février 2025, des candidatures en vue de l'élection de neuf membres du Comité. Les notices biographiques reçues au 21 février 2025 sont incluses dans le présent document (voir l'annexe).

3. On trouvera ci-après les noms des personnes dont la candidature a été présentée en vue de l'élection au Comité, ainsi que ceux des États Parties qui les ont désignées, énumérés par ordre de réception des candidatures.

<i>Nom du (de la) candidat(e)</i>	<i>Désigné(e) par</i>
M ^{me} Sheikha Abdulla Ali Al-Misnad	Qatar
M. Bakari Sidiki Diaby	Côte d'Ivoire
M. Michał Balcerzak	Pologne
M. Gün Kut	Türkiye
M ^{me} Régine Esseneme	Cameroun
M ^{me} Mazalo Tebie	Togo
M ^{me} Chinsung Chung	République de Corée
M ^{me} Marie André Traoré Kondé	Burkina Faso
M. Saúl Vicente Vázquez	Mexique
M. Douglas Belchior	Brésil

III. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2028

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M ^{me} Pela Boker-Wilson	Libéria
M. Guan Jian	Chine
M. Ibrahima Guissé	Sénégal
M. Chrispine Gwalawala Sibande	Malawi
M. Vadili Mohamed Rayess	Mauritanie
M ^{me} Verene Shepherd	Jamaïque
M ^{me} Stamatia Stavrinaki	Grèce
M ^{me} Faith Dikeledi Pansy Tlakula	Afrique du Sud
M. Abderrahman Tlemçani	Maroc

Annexe

Notices biographiques*

Shaikha Abdulla Ali Al-Misnad (Qatar)

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1953 à Doha

Langues de travail : arabe et anglais

Situation/fonction actuelle :

Professeure émérite à l'Université du Qatar

Consultante auprès du Gouvernement en matière d'éducation

Membre du conseil d'administration d'institutions internationales et locales :

World Justice Project : organisation internationale de la société civile dont la mission est de promouvoir l'état de droit dans le monde. Les pays font l'objet d'une enquête relative à l'indicateur de l'état de droit.

Institut d'études supérieures de Doha (Doha Institute for Graduate Studies)

Bibliothèque nationale du Qatar

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2020-2024) : rapporteuse et membre du Groupe de travail des communications

Principales activités professionnelles :

Consultance et conseil : collaboration avec d'autres consultants concernant une stratégie relative à l'enseignement supérieur au Qatar

Révision et publication d'un ouvrage sur l'université du Qatar (« Making of Qatar University 1917-2018 : An Informal History », Donald Noel Baker)

Recherche universitaire : publications dans des revues universitaires régionales et internationales. Ces publications portent principalement sur la philosophie de l'éducation, l'éducation des femmes et le rôle des femmes dans la société en ce qui concerne les questions liées à l'environnement social et économique, la planification institutionnelle et la formation du personnel enseignant

Contribution au développement du système éducatif qatarien du début des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, dans le cadre de projets tels que la Qatar Foundation for Education, Science and Community Development

Réforme du système scolaire public au Qatar

Réforme de l'Université du Qatar

Enseignement

Études :

Docteur en droit (honoris causa), Université de Dalhousie, Canada (2013) – Docteur honoraire en droit civil, Université de Durham (2008) – Docteur en philosophie (PhD), Université de Durham, Royaume-Uni (1984). Titre de la thèse : “The Development of Modern Education in the Gulf States with Special Reference to Women Education”, publiée par Ithaca Press, Londres, 1985 – Diplôme spécial en sciences de l'éducation, Faculté des sciences de l'éducation, Université du Qatar (1978) – Licence en arts et sciences de

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

l'éducation (géographie/éducation), Faculté des sciences de l'éducation, Université du Qatar, (1977).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate :

Présidente de l'Université du Qatar (2003-2015)

Vice-présidente chargée de la recherche et des travaux d'intérêt général, Université du Qatar (2000-2003)

Cheffe du département des principes fondamentaux de l'éducation, Faculté des sciences de l'éducation, Université du Qatar, (1992-1995)

Membre du conseil d'administration de World Justice Project (depuis 2010)

Membre du conseil d'administration de l'Institut d'études supérieures de Doha (depuis 2019)

Membre du conseil d'administration du Qatar America Institute for Culture (2016-2024)

Présidente du Comité exécutif du Conseil supérieur de l'éducation (2009-2014)

Membre du Conseil de direction de la Qatar Foundation for Education, Science and Community Development (1999-2014)

Participation à plusieurs programmes de l'Organisation des Nations Unies, notamment en tant que membre du Conseil de l'Université des Nations Unies et du groupe d'experts sur le Rapport arabe sur le développement humain dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2010.

Directrice du Comité du centre d'apprentissage pour les enfants handicapés, relevant de la fondation à but non lucratif Qatar Foundation for Education, Science and Community Development (1997-2014)

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine :

"Arab Woman and Education", chapitre d'un ouvrage intitulé "Education and Development of the Society", 1989 (auteure unique).

"Changes in the Position of the Qatari Woman: Learning and Education", Journal of Documentation and Humanities Research Center, 1991 (auteure unique).

"Institutional Climate in the University of Qatar According to the Academic Staff Perception and its relation to some variables (Pilot Study)", Bulletin of the Faculty of Education. Vol. 10, 1993 (auteure unique).

"The Social and Professional Position of the Qatari Primary School Women Teacher", compte rendu du séminaire sur l'amélioration de l'éducation des élèves de l'enseignement primaire dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), vol. 2, 1992.

"Role of the University of Qatar in the Development of Students Modernization Attitudes and its Relation to Some Variables", vol. 13, janvier 1998, (auteure unique).

Bakari Sidiki Diaby (Côte d'Ivoire)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 28 Décembre 1976 à Zahia S/P DALOA (Côte d'Ivoire)

Langues de travail : Français ; Anglais ; Espagnol

Situation/fonction actuelle :

2015-2024 : Coordonnateur Général de la Coordination Africaine des Droits de l'Homme pour les Armées présente 20 pays d'Afrique (CADHA) ;

2016-2020 : Secrétaire Permanent des Institutions Nationales des Droits de l'Homme des Pays Membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (RINDH- UEMOA) ;

2013-2018 : Ancien Secrétaire Exécutif Adjoint de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire ;

2018-2025 : Expert –membre du Comité pour l'élimination de la discrimination Raciale (CERD) ;

2020-2025 : Vice Président du groupe de travail Afrique de l'Action Mondiale contre les Atrocités de Masse. (GAAMAC) ;

Principales activités professionnelles :

Coordonner et les representation CADHA dans vingt (20) pays africains ;

Traiter les requêtes des violations des Droits de l'Homme et référer les cas vers les institutions dédiées

Coordonner le cluster Femme Paix et Sécurité ; Surveiller les violations, et assister les victims par les forces armées et de Sécurité en Afrique,

Préparer et animer les séminaires et ateliers de renforcement des capacités ; Diffuser tous les instruments sur la discrimination et le profilage raciale au sein des forces Armées et de Sécurité ;

Animer les mécanismes d'alerte précoce et de réponse urgente.

Enseignant des Droits de l'Homme, Abidjan, Genève et New York.

Études :

Doctorant en Droit Public, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire.

Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en droits de l'homme, CERAP, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Diplôme d'Etudes Approfondies en Droit Public Fondamental, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Master II en Gestion des Ressources Humaines, Université du Maghreb en Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Maîtrise Professionnalisée en Santé Publique, Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Michal Balcerzak (Pologne)

Date et lieu de naissance : 5 septembre 1979 à Sieradz (Pologne)

Langues de travail : anglais, français et polonais (langue maternelle)

Situation/fonction actuelle :

Professeur associé, Université Nicolaus Copernicus, Toruń (Pologne), Faculté des sciences politiques et des études sur la sécurité (depuis 2021), Directeur de l'Institut d'études sur la sécurité (depuis 2024)

Professeur associé, Université de Szczecin, Faculté de droit et d'administration (depuis 2022)

Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2024-2025)

Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2022-2023)

Principales activités professionnelles :

Enseignement universitaire et recherche sur la protection internationale des droits de l'homme et le droit international public.

Pratique du droit en tant qu'avocat dans le domaine des libertés et des droits humains

En qualité de membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2022-2023) :

Membre du Groupe de travail des communications.

Membre du Groupe de travail sur les procédures d'alerte rapide et d'intervention d'urgence.

Membre du groupe de travail chargé de la révision du règlement intérieur.

Coordonnateur chargé de la coopération avec les mécanismes régionaux des droits de l'homme.

Membre de la commission de conciliation ad hoc établie par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en application de l'article 12 (par. 1 b)) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le cadre de la procédure interétatique État de Palestine c. Israël (2022-2024).

Études :

Habilitation (diplôme postdoctoral) en droit international public, Université Nicolaus Copernicus, Toruń, Pologne (2014).

Docteur en droit, Faculté de droit, Université Nicolaus Copernicus, Toruń, Pologne.

Diplôme de l'Académie de droit européen (section droits de l'homme), Institut universitaire européen, Florence (2007).

Diplôme de l'Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg 2004).

Maîtrise en droit, Université Nicolaus Copernicus, Toruń, Pologne (2003).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Membre (2014-2021) et Président (2018-2019) du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme)

Juge ad hoc auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (2018-2022)

Membre ordinaire de l'Association de droit international (ILA), membre du Comité des droits de l'homme en temps d'urgence de l'ILA (2017-2024)

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine (sélection) :

The case-law of the European Court of Human Rights and the soft-law of the Council of Europe, in L. Burgorgue-Larsen (éd.), *Ius Comparatum: global studies in comparative law*, Intersentia, Cambridge-Anvers-Chicago 2023.

International dispute settlement, in A. Rasz (éd.), *International law from a Central European perspective. Legal studies on Central Europe*, Budapest 2022.

The Racial dimension of disasters through the prism of international law, « *Yearbook of International Disaster Law* » 2021, vol. 4 (1), p. 410 à 431 [lien].

Addressing the problem of racial discrimination at the UN level: the post-Durban mechanisms and their agenda, "Stosunki Międzynarodowe – International Relations" 2020, vol. 56 (4), p. 51 à 64 [lien].

Special character of human rights and the jurisdiction of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination in the Palestine v. Israel case, "Polish Yearbook of International Law" 2020, vol. XL, p. 93 à 108 [lien].

Uses and Underuses of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination at the International Court of Justice, "Polish Yearbook of International Law" 2018, vol. XXXVIII, p. 11 à 27 [lien].

Gün Kut (Türkiye)

Date et lieu de naissance : 4 mars 1957, Istanbul (Türkiye)

Langues de travail : anglais, français et turc (langue maternelle)

Situation/fonction actuelle :

1996-2024 : professeur associé, Département des sciences politiques et des relations internationales, Université du Bosphore (Bogazici University), Istanbul

1996-2017 : membre au nom de la Türkiye de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe

2010-2024 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Principales activités professionnelles :

Cours sur les relations internationales portant notamment sur les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme

Direction de recherches et de thèses, et activités académiques s'y rapportant à l'Université

Fonctions administratives à l'Université

Études :

Lycée de Galatasaray, 1976 (baccalauréat)

Université du Bosphore (Bogazici University), 1981 (bachelor en sciences politiques)

Université d'État de New York (State University of New York) à Binghamton, 1985 (bachelor en sciences politiques)

Université d'État de New York (State University of New York) à Binghamton, 1985 (doctorat en sciences politiques)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Rapporteur chargé du suivi des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Rapporteur pour plusieurs pays ayant soumis leur rapport dans le cadre des activités de suivi de l'ECRI

Membre de plusieurs groupes de travail permanents et spéciaux traitant des relations de l'ECRI avec la société civile en Europe et élaborant des projets de recommandations sur des questions relatives au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à l'intolérance qui y est associée dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Préparation et/ou contribution à diverses manifestations publiques (conférences, colloques, tables rondes, manifestations médiatiques) consacrées à la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée en Türkiye et dans d'autres États membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux activités et fonctions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine :

Contribution à la rédaction d'un certain nombre de rapports, de recommandations et de déclarations de l'ECRI (liste sur le site Web de l'ECRI, à l'adresse www.coe.int/ecrit) et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Séminaires et conférences universitaires sur les actions institutionnelles menées au niveau international en vue de soutenir les activités de la société civile visant à lutter contre la discrimination.

Régine Esseneme (Cameroon)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 8 mars 1961 à Yaoundé**Langue(s) de travail :** Français et anglais**Situation/fonction actuelle :**

Magistrat Hors Hiérarchie ;

Grand Officier de l'Ordre National de la Valeur ;

Membre de la Cour Suprême du Cameroun dans la fonction d'Avocat Général ;

Vice-Présidente du Comité pour l'Élimination de la Discrimination raciale et Point focal de la coopération avec les autres Organes des Traités des Nations Unies.

Principales activités professionnelles :

En ma qualité d'Avocat Général près la Cour Suprême, j'exerce, sous l'autorité du Procureur Général près ladite Cour, les fonctions du Ministère public qui consistent, pour l'essentiel, au contrôle de la bonne application de la loi dans les décisions rendues en dernier ressort et en toutes les matières, par les Cours d'Appel et les Tribunaux, frappées de pourvoi en cassation. J'instruis les recours en révision de décisions judiciaires devenues définitives et les requêtes en sursis à exécution. A cet effet, je prends des conclusions et des réquisitions pour proposer des solutions aux affaires soumises à l'examen de la haute juridiction.

En plus de mes activités à la Cour Suprême, je demeure active dans le domaine de la promotion et de la protection des droits humains au plan national. J'exerce notamment en qualité d'Expert Juriste sur les lois, droits de l'Homme et VIH/Sida de l'ONUSIDA au Bureau-Pays et de Personne Ressource du Ministère camerounais de la Promotion de la Femme et de la Famille sur les questions d'Égalité de Genres, des Droits de la Femme et des Droits de l'enfant.

Études :

DEA en Droit ; Attestation d'inscription en 2ème année de Doctorat de 3ème cycle en Droit ; Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature / Section Magistrature.

Diplômée en : Droit de l'OHADA ; Lutte contre le blanchiment d'argent ; Techniques et Pratique de la Rédaction administrative ; Budgétisation sensible au Genre ; Gestion Axée sur les résultats ; Méthodes de gestion des statistiques et des archives.

Expert- juriste sur les lois, Droits de l'Homme et VIH/sida (formation financée par l'ONUSIDA).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale :

Membre du Comité depuis le 19 janvier 2022 et Vice-Présidente dudit Comité depuis le 08 avril 2024. Je suis en outre Membre du Groupe de travail sur les Communications individuelles et Point focal de la coopération avec les autres Organes des traités des Nations Unies après avoir été Point focal de l'article 15 de la Convention relatif aux territoires sous-tutelle et non autonomes.

D'avril 2022 à décembre 2024, j'ai participé à l'examen des Rapports périodiques d'une cinquantaine Etats. J'ai été : - Rapporteur-Pays pour l'examen des rapports périodiques du Botswana, de l'Italie, de l'Albanie, du Belarus et de Monaco ; - Co-Rapporteur pour l'examen du rapport de l'Afrique du Sud.

J'ai contribué activement et significativement à la revue des méthodes de travail du Comité, à l'élaboration des Déclarations et Décisions du Comité concernant plusieurs Etats dans le cadre de sa Procédure d'Alerte précoce et d'Action urgente, à l'élaboration de la

Recommandation générale n° 37 sur la discrimination raciale et le droit à la santé ainsi qu'à la révision du Règlement intérieur du Comité. Je suis actuellement membre de la task-force pour l'élaboration de deux Recommandations générales conjointes par le CERD et le CMW sur les politiques publiques pour combattre la xénophobie et la discrimination envers des migrants et des autres personnes perçues comme telles.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine :

Brochures : « Cadre juridique de la répression des mutilations génitales féminines au Cameroun », « femmes et droits humains », « femmes et droits à la succession », « femmes et accès à la terre » 2012 ; « la Protection de la femme par le nouveau Code Pénal », 2016 ; « l'incrimination des mutilations génitales », 2017 ; « le mariage subséquent au viol ne constitue plus une amnistie », 2017 ;

Guide d'accompagnement juridique des veuves, 2022.

Mazalo Tebie (Togo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1963 à Ayengré, Togo**Langues de travail :** Français**Situation/fonction actuelle :**

Experte/Consultante en droits humains, Genre, Equité et Egalité et Leadership féminin

Membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale depuis janvier 2022 (1er mandat)

Membre du groupe de travail des procédures d'alertes précoces et d'actions urgentes (EWAP)

Point focal pour la coopération avec le groupe de travail intergouvernemental et avec le groupe d'experts éminents indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Principales activités professionnelles :

Co-Rapporteur pays pour le Bénin, 107ème session : (8-30 août 2022)

Co-Rapporteur pays pour le Botswana, 108ème session : (14 novembre-2 décembre 2022)

Rapporteur pays pour le Niger, 109ème session : (11-28 avril 2023)

Co-Rapporteur pays pour le Sénégal 110ème session : (7-31 août 2023)

Rapporteur pays pour Saint Marin, 112ème session : (8-26 avril 2024)

Co-Rapporteur pays pour la Grèce, 114ème session, 25 novembre au 13 décembre 2024

Rédaction des actes juridiques, études et analyses juridiques, analyse institutionnelle

Animation de formations en genre, égalité et droits humains (universitaires, étudiants, communautés à la base, collectivités locales agents publics, organisations de la société civile).

Consultance et recherches en genre, en leadership et conseil juridique

Études :

2006 : Diplôme Supérieur en administration publique (Cycle III de l'ENA) Lomé Togo ;

1994 : Maîtrise ès sciences juridiques, Université du Bénin, Lomé Togo ;

1992 : Licence ès sciences juridiques, Université du Bénin, Lomé Togo ;

1987 : Baccalauréat : Philo – Lettres A4, Sokodé TOGO.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Participation à la consultation continentale d'experts pour l'Afrique sur la recommandation/observation générale conjointe CERD-CMW « sur les politiques publiques globales visant à combattre et à éradiquer la xénophobie et son impact sur les droits des migrants et leur famille et des autres non-nationaux ou perçus comme tels » (Dakar, Sénégal, 5-6 novembre 2024).

Sensibilisation et mobilisation sur les droits humains, le genre et l'égalité au profit des organisations de femmes et agents d'administration publique et au profit des jeunes et mouvements de jeunes.

Formations et renforcement des capacités des institutions étatiques et des organisations de la société civile sur les conventions et traités relatifs aux droits de l'homme.

Appui aux institutions publiques et autres acteurs dans la rédaction des rapports à soumettre aux organes du traité.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine :

Production de Modules de formations sur le genre, égalité des sexes et droits humains (2024) ;

Production de Modules de formation sur le leadership politique des femmes, paix et développement novembre (2023) ;

Administrations publiques africaines et développement : cas du Togo ; ENA Togo, novembre 2006.

Chinsung Chung (République de Corée)

Date et lieu de naissance : 28 juillet 1953, Séoul

Langues de travail : anglais, coréen et japonais

Situation/fonction actuelle :

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2018-2026)

Professeure émérite, Département de sociologie, Université nationale de Séoul (depuis 2018)

Membre du Comité consultatif du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée (depuis 2018)

Membre du Comité consultatif de la Commission nationale des droits de l'homme de la République Corée (depuis 2014)

Présidente du Korea Center for United Nations Human Rights Policy (organisation non gouvernementale) (depuis 2005)

Principales activités professionnelles :

Présidente du Comité consultatif de la Fondation pour les questions de genre, les droits de l'homme et la paix, relevant du Ministère de l'égalité des sexes et de la famille (2019-2020)

Membre du conseil d'administration de l'Université nationale de Séoul (2018-2020)

Présidente de la Korean Association for Human Rights Studies (Association coréenne pour les études sur les droits de l'homme) (2017-2018)

Membre du Comité présidentiel pour la cohésion nationale (2013-2014)

Présidente de l'Association coréenne de sociologie (2013)

Présidente de l'Association coréenne d'études féminines (2012)

Présidente du Comité consultatif pour la promotion de la condition de la femme et de l'enfant, relevant du Ministère de la justice (2010-2011)

Membre du Comité présidentiel pour la cohésion sociale (2009-2010)

Membre du Comité de recherche conjoint sur l'histoire sino-japonaise, relevant du Ministère de l'éducation (2007-2010)

Conseillère auprès de l'Organisation des victimes de Nokeunri pendant la guerre de Corée, relevant du Cabinet du Premier Ministre (1999-2000)

Études :

Chercheuse invitée au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard (2002-2003)

Professeure à l'Université nationale de Séoul (1996-2018)

Doctorat en sociologie de l'Université de Chicago (États-Unis) (1978-1984)

Master de la Faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1976-1978)

Licence de la Faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1972-1976)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate :

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Rapporteuse pour le Monténégro, l'État de Palestine, la Thaïlande et la Bosnie-Herzégovine

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Facilitatrice du Groupe de travail sur les procédures d'alerte rapide et d'intervention d'urgence

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Coordinatrice pour l'examen de 2020/COVID-19

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Vice-présidente du Comité et rapporteuse

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Membre de la commission de conciliation ad hoc entre le Qatar et le Royaume d'Arabie Saoudite

(ACTIVITÉS AU SEIN DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE) Membre de la commission de conciliation ad hoc entre l'État de Palestine et Israël

Présidente du Centre des droits de l'homme de l'Université nationale de Séoul (2012-2015)

Membre du Groupe de travail des communications (ONU) (2012-2013)

Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2008-2013) et Vice-Présidente de ce Comité (2009-2010)

Membre suppléante de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2000-2007)

Rapporteuse spéciale sur la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2005-2007)

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine :

« International community discussions on the human rights of older persons, with a focus on the UN » dans Issue Focus Special Edition: Basic Law on human rights of older persons, vol. 5, n° 2 (2024)

United Nations and the Formation of International Human Rights Norms (2019)

« Discussions on the right to peace », Journal of Human Rights Studies (Korean Association for Human Rights Studies), vol. 1, n° 1 (2018)

« Marriage migration in Southeast and East Asia revisited through a migration-development nexus lens », Critical Asian Studies, Vol. 48-Issue 4: Rethinking Marriage Migration in Asia: Development, Gender and Transnationalism, Part I: p. 463 à 472 (Chinsung Chung, Keuntae Kim & Nicola Piper) (2016)

« The necessity of a human rights approach and effective United Nations mechanism for the human rights of the older person » ([A/HRC/AC/4/CRP.1](#)), document de travail du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2010).

Marie André Traoré Kondé (Burkina Faso)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 30 novembre 1953 à Dédougou (Burkina Faso)

Langues de travail : Français et Anglais

Situation/fonction actuelle : Diplomate, Ministre plénipotentiaire à la retraite

Principales activités professionnelles :

Dans le cadre de ses fonctions de Conseiller Technique chargé des questions sociales et humanitaires auprès du Ministre des Affaires Etrangères, Madame TRAORE a travaillé avec des structures étatiques en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour la promotion et le respect des droits des réfugiés au Burkina Faso.

Aussi, en tant que Ministre Conseiller à la Représentation Permanente du Burkina Faso auprès de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Madame TRAORE a œuvré dans la lutte contre la faim dans le monde et en particulier dans les pays touchés par la sécheresse.

Études :

Diplôme de l'Ecole Nationale de l'Administration et de Magistrature (ENAM) ;

Diplôme Universitaire Général (DEUG II) en lettres et Sciences Humaines à l'Université de Ouagadougou ;

Certificat en anglais à l'Université of Cape Coast de Ghana.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Madame TRAORE a milité dans la lutte contre le racisme à travers ses participations à la Conférence mondiale de Durban sur la discrimination raciale. A travers ses fonctions, elle a régulièrement pris part aux travaux de la Troisième Commission des Nations Unies qui traite des questions liées aux droits de l'homme. Aussi, à la Commission du Travail et des Affaires Sociales de l'Union Africaine, elle a participé à la formulation de recommandations sur l'égalité des chances et sur l'égalité entre les hommes et les femmes sur le plan des opportunités de travail. En outre, elle a milité contre l'exploitation sexuelle des enfants à travers le forum arabo-africain.

Saúl Vicente Vázquez (Mexique)

[Original : espagnol]

Lieu et date de naissance : Heroica Ciudad de Juchitán de Zaragoza, État d'Oaxaca (Mexique), 11 mars 1961

Langues de travail : zapotèque (langue maternelle), espagnol, anglais

Situation/fonction actuelle

Membre du Conseil consultatif technique du Gouvernement mexicain chargé de la rédaction de la loi générale sur les droits des peuples autochtones. Président du Comité exécutif national de l'Unité des forces autochtones et paysannes (UFIC) et membre de la Coordination latino-américaine des organisations de la paysannerie (CLOC)-Via Campesina.

Principales activités professionnelles :

Directeur de la Direction des affaires internationales de l'Institut national des peuples autochtones (INPI), relevant du Gouvernement mexicain (2018-2022), où il a travaillé en collaboration sur les changements climatiques et la biodiversité et participé aux sessions de la Conférences des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques ; il a été Président de la municipalité de Heroica ciudad de Juchitán de Zaragoza dans l'État d'Oaxaca, au Mexique (2014-2016), et a facilité dans ce cadre les consultations avec le peuple autochtone zapotèque menées avant l'installation de parcs éoliens sur leurs territoires ; il a été secrétaire technique de la Commission des affaires autochtones de la Chambre des députés du Gouvernement fédéral mexicain (2007-2009) ; membre du Comité de coordination du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de 2019 à 2021 ; membre et Vice-Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies de 2011 à 2013 ; a fait partie de la direction des peuples autochtones dans le cadre du processus ayant conduit à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée en 2007.

Études :

Études d'économie à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et études de droit à l'Université del Valle de México (UVM).

Autres activités principales dans le domaine des droits de l'homme :

Membre du conseil d'administration du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC) ; membre du conseil d'administration du Conseil international des traités indiens ; membre du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) ; Secrétaire de l'Assemblée des peuples autochtones pour la souveraineté alimentaire (APISA A.C.) de 2022 à 2025 ; membre de l'organe collégial de la Coordination nationale des producteurs en transition agroécologique (CNPTA) ; a également participé en tant que consultant pour le FILAC à l'établissement des documents des peuples autochtones de la région soumis à la Conférence de l'ONU sur l'eau en 2022 et à la préparation de leur participation à cette réunion ; a travaillé à l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné :

Cuentos tarahumaras. Institut national des peuples autochtones et UNESCO ;

Mi identidad: Anecdario de mujeres afromexicanas. INPI et UNESCO, voir <https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/608467/mi-identidad-anecdario-mujeres-afromexicanas-inpi.pdf> ;

Esa tradición no la quiero en mi familia: Cuentos sobre el matrimonio infantil. INPI et UNESCO ;

Cocinas tradicionales No. 5: "Ayutla" Oaxaca (langue mixe-zoque espagnole). INPI et UNESCO ;

Relatos del origen del mundo, Tomo 2. INPI et UNESCO.

Douglas Belchior (Brésil)

Date et lieu de naissance : 24 novembre 1978, Suzano (São Paulo), Brésil

Langues de travail : anglais et portugais

Situation/fonction actuelle :

Coordinateur et directeur de HUB Peregum – The House of Black Movements à Brasília (depuis 2024)

Membre du Conseil présidentiel pour les questions économiques et sociales et le développement durable, Brésil (depuis 2023)

Membre du Conseil national pour la promotion de l'égalité raciale (CNPIR), relevant du Ministère de l'égalité raciale, Brésil (depuis 2023)

Membre de la Commission technique nationale sur la diversité pour l'éducation afro-brésilienne (CADARA), relevant du Ministère de l'éducation, Brésil (depuis 2023)

Coordinateur de la campagne nationale « Tem Gente com Fome » (Les gens ont faim), qui a bénéficié à plus de 120 000 familles au Brésil (depuis 2020)

Membre du conseil d'administration de Conectas Direitos Humanos (depuis 2019)

Principales activités professionnelles :

Expert en matière de sensibilisation, d'influence politique, de justice raciale, d'éducation, de mobilisation sociale et de droits de l'homme, avec plus de 25 années d'expérience de la direction d'initiatives de portée nationale et internationale. Compétences avérées en matière de direction stratégique, de partenariats institutionnels, de gestion de projets et d'interculturalisme.

En tant que membre du conseil général d'UNEA Afro Brasil, direction de projets de mobilisation communautaire en faveur d'un accès amélioré pour tous et de politiques de lutte contre le racisme. Gestion de centres éducatifs dans les communautés périphériques et quilombola, au profit de milliers d'étudiants.

En tant que Directeur de la sensibilisation politique à l'INSTITUTO DE REFERÊNCIA NEGRA PEREGUM, élaboration et mise en œuvre de stratégies de sensibilisation politique en faveur de la justice raciale et de la durabilité.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Coordination de projets internationaux, notamment du projet « Young Black People and the Labor Market » avec la Banque mondiale

Représentant du Mouvement noir aux vingt-sixième et vingt-septième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques (2021 et 2022)

Participation aux sessions officielles de la Commission des droits de l'homme à Genève (Suisse) (2020-2023)

Intervenant au sein de la Brazilian Studies Association (BRASA) et au Bureau brésilien de Washington (2022)

Coordinateur des délégations du Mouvement noir brésilien auprès du Parlement allemand, du Parlement espagnol et de la mairie de Paris (2021)

Représentant auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)

2016-2021 | FUNDO BRASIL DE DIREITOS HUMANOS – Coordonnateur de projets – Gestion de projets sur la justice raciale et les droits de l'homme

2010-2016 | DÉPARTEMENT DE L'ÉDUCATION DE L'ÉTAT DE SÃO PAULO – Professeur de lycée, spécialisé dans l'histoire afro-brésilienne et les relations raciales

1999-2009 | EDUCAFRO – Coordonnateur des activités de sensibilisation socioéducative – Gestion de programmes de formation sur les relations ethniques et raciales, axés sur l'éducation populaire

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine :

Dans : *Folha de São Paulo* – Journal

Pour un Plan national d'éducation en faveur de l'équité raciale (il s'agit d'un programme de base visant à renforcer les valeurs antiracistes dans l'éducation), 25 janvier 2024 – <https://www1.folha.uol.com.br/opinioao/2024/01/por-um-plano-nacional-de-educacao-com-equidade-racial.shtml>

La vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques doit être en prise avec la réalité – Nier le racisme environnemental, c'est nier que l'État brésilien est raciste, 3 novembre 2022 – <https://www1.folha.uol.com.br/opinioao/2022/11/cop27-precisa-ter-conexao-com-a-vida-real.shtml>

Notre combat ne peut plus attendre – En cette date qui commémore la fausse abolition, nous dénonçons la poursuite du génocide des Noirs, 12 mai 2022 – <https://www1.folha.uol.com.br/opinioao/2022/05/nossa-luta-nao-pode-mais-esperar.shtml>

Combattre le racisme dans les propositions de réforme électorale. La Coalition noire pour les droits lance au Congrès un programme de lutte contre le racisme institutionnel, 3 août 2021 – <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/desigualdades/2021/08/e-preciso-combater-o-racismo-nas-propostas-de-reforma-eleitoral.shtml>

Il faut mettre fin au génocide des Noirs. La douleur causée par l'assassinat de João Pedro renforce chaque jour un peu plus la révolte, 25 mai 2020 – <https://www1.folha.uol.com.br/opinioao/2020/05/e-preciso-dar-um-basta-ao-genocidio-dos-negros.shtml>